

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : IV- 6

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

Article IV- 6(Ex Article F)

Procédure de révision du traité instituant la Constitution

1. Le gouvernement de tout État membre, le Parlement européen ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du traité instituant la Constitution. Ces projets sont notifiés aux Parlements nationaux des États membres.

2. Si le Conseil européen, après consultation du Parlement européen et de la Commission, adopte à la majorité simple une décision favorable à l'examen des modifications proposées, le Président du Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des Parlements nationaux des États membres, des chefs d'Etat ou de gouvernement des États membres, du Parlement européen et de la Commission. La Banque centrale européenne est également consultée dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire. Le Conseil européen peut décider ~~à la majorité simple~~ de ne pas convoquer la Convention dans le cas de modifications dont l'ampleur ne le justifie pas. Dans ce dernier cas, le Conseil européen établit le mandat pour la Conférence des représentants des gouvernements des États membres.

La Convention examine les projets de révision et adopte par consensus une recommandation à la Conférence des représentants des gouvernements des États membres prévue au paragraphe 3.

3. La Conférence des représentants des gouvernements des États membres est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter ~~d'un commun accord~~ les modifications à apporter du traité instituant la Constitution.

Les amendements aux parties I, II et IV de la Constitution entreront en vigueur après avoir été **arrêtés de commun accord par la Conférence des représentants des gouvernements et** ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Les amendements à la partie III de la Constitution entreront en vigueur après avoir été approuvés par les cinq sixièmes des membres de la Conférence des représentants des gouvernements et après approbation du Parlement européen statuant à une majorité des 2/3 des votes exprimés.

Explication éventuelle :

Il convient de prévoir une formule plus souple pour la révision de la partie III de la Constitution. Le présent amendement prévoit une formule possible pour y arriver. Les signataires du présent amendement sont cependant ouverts à d'autres formules dès lors qu'elles rencontreraient le même objectif d'une procédure qui ne requerrait pas l'unanimité et la ratification de tous les Etats membres pour l'entrée en vigueur de la partie III.